



CHAPITRE 19

CHAPTER 19

Loi concernant le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec

An Act respecting the Québec Police Force syndical plan

[Sanctionnée le 5 juillet 1968]

[Assented to 5th July 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

« Sûreté »;

a) « Sûreté »: la Sûreté du Québec constituée en vertu de l'article 28 de la Loi de police (17 Elizabeth II, chapitre 17);

« directeur général »;

b) « directeur général »: l'officier mentionné au paragraphe 1° de l'article 33 de la Loi de police et nommé en vertu de l'article 34 de ladite loi, directeur général de la Sûreté;

« membres de la Sûreté »;

c) « membres de la Sûreté »: les titulaires des fonctions mentionnées aux paragraphes 5° et 6° de l'article 33 de la Loi de police, ainsi qu'au deuxième alinéa dudit article;

« association reconnue »;

d) « association reconnue »: une association reconnue par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2;

« comité »;

e) « comité »: le comité paritaire et conjoint institué par l'article 7;

« contrat de travail »;

f) « contrat de travail »: une convention collective au sens du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141);

« grève »;

g) « grève »: une grève au sens du Code du travail.

Interpretation:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "Police Force": the Québec Police Force constituted by section 28 of the Police Act (17 Elizabeth II, chapter 17);

"Police Force";

(b) "Director General": the officer mentioned in paragraph 1 of section 33 of the Police Act and appointed Director General of the Police Force under section 34 of the said act;

"Director General";

(c) "members of the Police Force": the persons holding the appointments mentioned in sub-paragraphs 5 and 6 of section 33 of the Police Act and in the second paragraph of the said section;

"members of the Police Force";

(d) "recognized association": an association recognized by the Lieutenant-Governor in Council under section 2;

"recognized association";

(e) "committee": the joint parity committee instituted by section 7;

"committee";

(f) "labour contract": a collective agreement within the meaning of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141);

"labour contract";

(g) "strike": a strike within the meaning of the Labour Code.

"strike".

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut reconnaître comme représentant de tous les membres de la Sûreté une association groupant la majorité absolue de ces membres.

3. Pour les fins de cette reconnaissance, l'association doit fournir au lieutenant-gouverneur en conseil une copie certifiée de sa constitution et de ses règlements, un état des conditions d'admission, droits d'entrée et cotisations exigés de ses membres, ainsi qu'une liste de ses membres.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil s'assure du caractère représentatif de l'association et s'il juge qu'elle représente la majorité absolue des membres de la Sûreté, il lui accorde la reconnaissance visée à l'article 2.

5. Les membres de la Sûreté ne peuvent être membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de membres de la Sûreté ou qui est affiliée à une autre organisation.

6. Toute grève est interdite aux membres de la Sûreté.

SECTION II

COMITÉ PARITAIRE ET CONJOINT

7. Un comité paritaire et conjoint est institué.

Il est composé d'un président, qui n'a pas droit de vote et qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et de huit autres membres dont quatre sont nommés par le directeur général et quatre par l'association reconnue.

8. Le comité est chargé:

a) de poursuivre des négociations auxquelles ses membres participent à titre de représentants du directeur général ou de l'association reconnue, suivant qu'ils ont été nommés par l'un ou par l'autre, en vue de la conclusion ou du renouvellement

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

2. The Lieutenant-Governor in Council may recognize as the representative of all members of the Police Force an association comprising an absolute majority of such members.

3. For the purposes of such recognition, the association shall furnish the Lieutenant-Governor in Council with a certified copy of its constitution and by-laws, a statement of the conditions for admission, entrance fees and assessments required of its members, and a list of its members.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall satisfy himself of the representative nature of the association and, if of the opinion that it represents an absolute majority of the members of the Police Force, he shall grant it the recognition contemplated in section 2.

5. The members of the Police Force shall not be members of an association which is not composed exclusively of members of the Police Force or which is affiliated with another organization.

6. The members of the Police Force are forbidden to strike.

DIVISION II

JOINT PARITY COMMITTEE

7. A joint parity committee is instituted.

It shall consist of a chairman, who shall not have the right to vote, appointed by the Lieutenant-Governor in Council, and eight other members of whom four shall be appointed by the Director General and four by the recognized association.

8. The committee shall:

(a) carry on negotiations in which its members shall take part as representatives of the Director General or of the recognized association, according as they have been appointed by the one or the other, with a view to making or renewing

de tout contrat de travail relatif aux conditions de travail des membres de la Sûreté;

b) de poursuivre de telles négociations en vue de la révision, pendant la durée d'un tel contrat de travail, de toute partie de ce contrat relatif à la rémunération, aux heures de travail, aux congés, aux vacances et au régime de retraite;

c) d'étudier les représentations de l'association reconnue relativement à l'application d'un tel contrat de travail, au code de discipline, aux mutations et aux promotions;

d) de décider des griefs qui naissent de l'application d'un tel contrat de travail.

any labour contract respecting the conditions of employment of members of the Police Force;

(b) carry on such negotiations with a view to revising, while such labour contract is in force, any part of such contract respecting remuneration, working hours, leave of absence, vacations and the pension plan;

(c) study the representations of the recognized association regarding the application of such a labour contract, the code of discipline, transfers and promotions;

(d) settle grievances arising out of the application of such a labour contract.

Réunions. 9. Le comité se réunit au moins une fois par mois. Il se réunit aussi à la demande du président, qui doit le convoquer chaque fois qu'il en est requis par le directeur général ou par l'association reconnue.

Meetings. 9. The committee shall meet at least once a month. It shall also meet at the request of the chairman who shall convene it whenever requested by the Director General or the recognized association.

Recommandations. 10. Lorsqu'il le juge à propos, le comité soumet au lieutenant-gouverneur en conseil ses recommandations sur toute matière mentionnée aux paragraphes a, b et c de l'article 8.

Recommendations. 10. When it deems it expedient, the committee shall submit to the Lieutenant-Governor in Council its recommendations on any matter referred to in paragraphs a, b and c of section 8.

Grief par écrit. 11. Tout membre ou ancien membre de la Sûreté qui se croit lésé par suite de ce qu'il prétend être une violation ou une interprétation erronée d'un contrat de travail qui lui est applicable peut requérir l'association reconnue de présenter son grief par écrit au comité.

Grievance in writing. 11. Any member or former member of the Police Force who considers himself to be wronged as a result of what he considers a violation or misinterpretation of a labour contract applicable to him may require the recognized association to submit his grievance to the committee in writing.

Idem. Le comité, sur preuve que l'association reconnue refuse de présenter le grief, peut l'entendre à la demande écrite du membre ou de l'ancien membre.

Idem. Upon proof that the recognized association refuses to submit the grievance, the committee may hear it upon the written application of the member or former member.

Diligence. 12. Le comité doit, dès qu'il est saisi d'un grief par l'association reconnue ou par un membre ou ancien membre, suivant le cas, en disposer le plus rapidement possible.

Diligence. 12. As soon as it is seized of a grievance by the recognized association or by a member or former member, as the case may be, the committee shall dispose thereof with all possible dispatch.

SECTION III

ARBITRAGE

Délai accordé. 13. Si trente jours avant l'expiration du contrat de travail qui lie le directeur

DIVISION III

ARBITRATION

Delay to agree on renewal, etc. 13. If thirty days prior to the expiration of the labour contract binding the

général de la Sûreté et l'association reconnue, les membres du comité représentant l'une des parties ne se sont pas entendus avec les membres représentant l'autre partie sur le renouvellement de ce contrat ou la conclusion d'un nouveau contrat, le différend doit, à la demande de l'une des parties, être soumis à un juge choisi par les parties pour agir comme arbitre ou, à défaut d'accord, à un juge de la Cour provinciale désigné par le juge en chef de cette cour.

Sentence. La sentence de l'arbitre doit être rendue dans les soixante jours de la date à laquelle il est choisi ou désigné, à moins que ce délai ne soit prolongé par les parties.

Arbitrage
après délai
accordé
et avis.

14. Si les membres du comité représentant l'une des parties ne peuvent, après avoir négocié sans succès pendant soixante jours, s'entendre avec les membres représentant l'autre partie sur une question visée aux paragraphes *b*, *c* ou *d* de l'article 8, l'une ou l'autre des parties peut soumettre la question à l'arbitrage en donnant un avis écrit à cet effet à l'un des juges de la Cour provinciale désignés comme arbitres dans le contrat de travail et en transmettant copie de cet avis à l'autre partie.

Avis aux
juges.

Si le juge qui a reçu cet avis n'accepte pas, dans les sept jours de sa réception, d'agir comme arbitre, l'avis prévu à l'alinéa qui précède est successivement donné, de la même façon, aux autres juges désignés.

Litige
soumis à
un juge de
la Cour
provin-
ciale.

15. Si aucun des juges désignés n'accepte d'agir comme arbitre dans les sept jours de la date à laquelle l'avis prévu à l'article 14 a été donné à tous les juges visés à l'article 14, la question en litige est soumise à un juge de la Cour provinciale choisi par le juge en chef de cette cour.

Délai ac-
cordé à
l'arbitre.

16. L'arbitre qui agit en vertu des articles 14 ou 15 doit rendre sa décision dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la preuve est terminée, à moins que ce délai ne soit prolongé par les parties.

Director General of the Police Force and the recognized association, the members of the committee representing one party cannot agree with the members representing the other party as to the renewal of such contract or the making of a new contract, the dispute shall, upon the request of one of the parties, be submitted to a judge chosen by the parties to act as arbitration officer or, failing agreement, to a judge of the Provincial Court designated by the chief judge of such court.

The award of the arbitration officer shall be rendered within sixty days after he has been chosen or designated, unless such delay is prolonged by the parties.

Award.

14. If, after having negotiated unsuccessfully for sixty days, the members of the committee representing one of the parties cannot agree with the members representing the other party on any matter contemplated in paragraph *b*, *c* or *d* of section 8, either party may submit the matter to arbitration by giving written notice to such effect to one of the judges of the Provincial Court designated as arbitration officers in the labour contract and by forwarding a copy of such notice to the other party.

Arbitra-
tion after
delay to
agree and
notice.

If the judge who has received such notice does not agree, within seven days of receipt thereof, to act as arbitration officer, the notice contemplated in the preceding paragraph shall be given successively, in like manner, to the other judges designated.

Notice to
other jud-
ges.

15. If none of the designated judges agrees to act as arbitration officer within seven days from the date on which the notice contemplated in section 14 has been given to all the judges contemplated in section 14, the matter in dispute shall be submitted to a judge of the Provincial Court chosen by the chief judge of such court.

Dispute
submitted
to a judge
of the
Provincial
Court.

16. The arbitration officer who acts under section 14 or 15 shall render his decision within thirty days after the date on which the evidence is terminated, unless such delay is extended by the parties.

Delay for
arbitra-
tion of-
ficer's
decision.

Disposi-
tions ap-
plicables.

17. Les articles 69 à 79 du Code du travail s'appliquent *mutatis mutandis* à tout arbitre qui agit en vertu de la présente section.

Effet de
la déci-
sion.

18. Toute décision d'un arbitre rendue conformément à la présente section sur une question visée au paragraphe *d* de l'article 8 lie les parties. Toute autre décision rendue par un arbitre conformément à la présente section constitue une recommandation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Effet de
l'appro-
bation.

19. Dès que les recommandations du comité faites en vertu de l'article 10 ou que la décision d'un arbitre rendue en vertu de la présente section sur les questions visées aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 8 ont été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, elles ont l'effet d'un contrat de travail signé par les parties.

S.R., c.
141, a.
142, ab.

20. L'article 142 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141) est abrogé.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Provisions
to apply.

17. Sections 69 to 79 of the Labour Code shall apply *mutatis mutandis* to any arbitration officer who acts under this division.

Effect of
decision.

18. Any decision of an arbitration officer rendered in accordance with this division upon any matter contemplated in paragraph *d* of section 8 shall be binding upon the parties. Any other decision rendered by an arbitration officer in accordance with this division shall constitute a recommendation to the Lieutenant-Governor in Council.

Effect of
approval.

19. As soon as the recommendations of the committee made under section 10 or the decision of an arbitration officer rendered under this division upon the matters contemplated in paragraphs *a*, *b* and *c* of section 8 have been approved by the Lieutenant-Governor in Council, they shall have the effect of a labour contract signed by the parties.

R.S., c.
141, s.
142, re-
pealed.

20. Section 142 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141) is repealed.

Coming
into force.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.